

Mobilisation historique à Cointrin et à Kloten contre la dégradation des conditions de travail

Vendredi, 11. septembre 2020



Plus de 200 travailleuses et travailleurs du transport et du catering aérien à Cointrin et 1'500 à Kloten ont manifesté simultanément ce matin contre la dégradation de leurs conditions de travail et les réductions de salaires annoncées. A l'aéroport de Genève, les manifestant-e-s se sont mobilisés à l'appel des syndicats SSP trafic aérien, SEV-GATA et Unia. Les travailleuses et travailleurs concernées ne sont pas prêt-e-s à accepter un démantèlement social sous prétexte de la crise du coronavirus. Ils exigent un dialogue axé sur les solutions.

Un non clair à la spirale de la sous-enchère et aux licenciements

Dans le cadre de la crise, des plans d'économie massifs imminents sont annoncés mais sont tous faits sur le dos des salariés. Swissport par exemple, qui a réalisé 766 millions d'euros de bénéfice Ebitda ces trois dernières années, exige une réduction structurelle des salaires de 15 % à Zurich et de 25% à Genève ! Des mesures pour réduire les coûts du personnel sont également en cours dans d'autres entreprises, à l'instar de. Gate Gourmet, Newrest, Canonica et Air France KLM, comptant ainsi plus d'une centaine de personnes licenciées pour le moment.

Les syndicats (SSP trafic aérien, SEV-GATA et Unia) sont conscients de la crise actuelle mais ils ne sont pas prêts à accepter une casse sociale au motif de la crise du coronavirus. Ils s'opposent avec détermination à tous licenciements collectifs, notamment ceux qui concernent les entreprises bénéficiaires d'aides publiques (RHT et prêts) ou ayant engrangé de confortables bénéfices ces dernières années en plus de l'aide décidée par la Confédération et des cantons.

Un dialogue axé sur les solutions est nécessaire

Quelque 190 000 emplois sont directement ou indirectement liés à l'industrie aéronautique. L'aviation continue de revêtir une importance énorme pour l'économie suisse. Les syndicats ont donc appelé à l'avance à un dialogue axé sur la recherche de solutions et sur la durée. Cette

crise ne peut être maîtrisée de manière socialement acceptable que par des discussions constructives et transparentes.

La direction de Genève aéroport doit prendre ses responsabilités

En tant qu'établissement de droit public, Genève aéroport se doit de faire respecter la législation au sein de la plateforme aéroportuaire. Afin de mettre un frein aux abus et à la déréglementation en cours à l'aéroport, les syndicats lancent aujourd'hui un appel à la direction de Genève aéroport pour que celle-ci intervienne.

Les manifestant-e-s de toutes entreprises de l'Aéroport ont adopté par acclamation la résolution suivante :

Nous mandatons les syndicats SSP Trafic aérien, SEV GATA et Unia pour défendre les revendications suivantes :

1. Nous exigeons la création d'un fonds de compensation pour subvenir aux besoins des travailleuses et travailleurs dans la précarité, notamment celles et ceux avec contrat de travail auxiliaire, sur appel, temporaire, CDD, etc. Ce fonds doit être alimenté par les entreprises ayant réalisé des bénéfices ces dernières années, ainsi que par Genève aéroport et par le Canton ;
2. Nous refusons tout licenciement et en particulier tant que les entreprises peuvent bénéficier des aides publiques pendant la durée de la RHT ;
3. Nous exigeons l'intervention de la direction de Genève aéroport en cas de violation de la procédure de licenciement collectif ;
4. Nous exigeons la conclusion de CCT genevoises ou de secteur sous peine d'exclusion de concession, de mandat ou toute autre activité au sein de l'Aéroport ;
5. Nous exigeons un programme de reconversion professionnelle dans les emplois compatibles avec les exigences du développement durable ;
6. Nous refusons la chasse effrénée au profit au détriment des salaires, des conditions de travail et de la sécurité ;
7. Nous exigeons le respect de la liberté syndicale et des droits syndicaux.